

Intervention de Madame la Présidente cessante du RIARC

En prenant la parole dans cette séance d'ouverture, je le fais au nom des membres du Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication et, en premier lieu, je voudrais remercier Son Excellence Monsieur le Président Blaise CAMPAORE pour avoir accepté que la IV Conférence ait lieu au Burkina Faso. Permettez- moi de souligner que cette conférence qui se tient ici dans la ville de Ouagadougou a commencé à se structurer lorsque, en 2005, une délégation du RIARC, conduite par l'ancien Président en exercice et Président de la «Independent Communication Authority of South Africa, ICASA » et Président honoraire du Réseau Monsieur Mandla LANGA a été reçu par les titulaires des organes de souveraineté du Burkina Faso ainsi que par Monsieur le Maire de Ouagadougou, pour obtenir non seulement l'acceptation d'accueillir cet événement mais également pour présenter les objectifs et le rôle du réseau dans le cadre de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, de la Déclaration des Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique et d'autres instruments régionaux et sous-régionaux concernant la communication et sa régulation. Au début de cette année, j'ai eu personnellement le privilège de constater, en audience que Son Excellence le Président de la République m'a accordé, que les institutions de votre gouvernement ont mis à la disposition des conditions nécessaires et possibles pour que nous puissions être accueillis avec toute l'hospitalité qui caractérise le peuple burkinabé, en général, principalement les résidents du municipale d'Ouagadougou. Notre contribution consistera aux délibérations qui seront prises ici pour que le Burkina Faso marque sa contribution dans l'histoire du RIARC et dans le processus de démocratisation, du progrès e de l'intégration en Afrique, tels comme ont été les cas pour le Mozambique, en 2005, pour l'Afrique du Sud, en 2002 e 2004, et pour le Gabon en 1998.

Monsieur le Premier Ministre,

Les ressources que votre gouvernement a mis à la disposition du Conseil Supérieur de la Communication et l'appui apporté à mon collègue Monsieur Luc Adolphe TIAO dans la préparation de cette conférence sont pour nous, la preuve de l'engagement à l'égard du pluralisme et de la diversité qui doit s'exercer sur un climat politique et social de liberté et responsabilité des professionnels et institutions liés au medias, desquels nous attendons une contribution au niveau de leur travail pour que le peuple puisse avoir un accès meilleur et plus équitable à l'information et aux programmes de qualité.

Les partenaires de la première ligne du RIARC sont des gouvernements desquels les instances reçoivent les ressources dont elles ont besoin et discutent les plans de développement des médias et de leur régulation. Lors que nous avons décidé de nous organiser en réseau, nous avons l'ambition de nous affirmer comme organisme panafricain. Par conséquent nous assumons notre quota partie de responsabilité dans le développement harmonieux de nos pays. C'est dans cet ordre d'idées que je renouvelle la demande votre Excellence, Monsieur le Premier ministre, de continuer à faire le plaidoyer pour un RIARC de plus en plus effectif et sa reconnaissance comme acteur important de la renaissance africaine. La demande que je vous adresse Monsieur le Premier ministre est une insistance permanente de la part du RIARC qui a été déjà formulée à des hautes instances du Gabon, du Bénin, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, de l'Angola et du Mozambique. Les pays auxquels j'ai fait allusion témoignent la présence du RIARC dans toutes les sous régions.

Le RIARC se réunit en conférences ordinaires de ses présidents et en colloques thématiques biennaux. En outre, le Réseau effectue des sessions de travail de sa direction, étant la dernière, réalisée à Dar- Es-Salaam, sous le patronage du Gouvernement de ce pays et organisée par la «Tanzania Communication Regulatory Authority» dans laquelle nous avons évalué le progrès organisationnel du Secrétariat Exécutif et du plan de développement depuis la conférence de Maputo en mai 2005.

Au cours de ces deux années de son mandat, la présidence en exercice a entrepris des activités visant la projection du Réseau et a cherché des partenariats diversifiés pour le rendre plus visible. Dans l'ensemble des actions menées, nous pouvons faire référence au rétablissement de la collaboration avec l'UNESCO, à travers sa direction général pour l'Afrique, avec le Ministère des Affaires Etrangères de la France, à travers sa direction d'audiovisuel extérieur, bureau de la coopération radiophonique qui accorde des aides financières et facilite des contacts et a mis à la disposition du Secrétariat Exécutif un assistant technique qui facilitera les activités de communication du Réseau. Avec Panos-Paris, organisation qui accorde une collaboration méthodologique et formation aux régulateurs africains dans le contexte des médias, démocratie et culture de paix.

L'Article 19, par le biais de sa direction pour l'Afrique, a contribué dans le domaine du pluralisme et diversité des media, ayant élu les régulateurs africains intégrés dans la RIARC comme les principaux bénéficiaires et contribuables d'un centre d'excellence en matière de régulation. L'OIF est encore l'un des plus importants partenaires dans l'organisation des conférences et colloques biennaux et mobilisation de nouveaux partenariats pour la RIARC.

La création et le renforcement des rapports avec les réseaux et régulateurs individuels des autres continents, a été l'autre préoccupation qui a guidé mon mandat depuis 2005. Ainsi, notre liaison avec l'Europe est faite à travers des

partenariats que nous avons établi avec le Conseil Supérieur des Audiovisuels de France, dès la fondation du RIARC et du Conseil de l'Audiovisuel de la Catalogne (CAC).

Les membres du RIARC, notamment le Burkina Faso, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Burundi, le Botswana avec le CSA de la France, de la Belgique et d'autres régulateurs et institutions participent dans une initiative de caractère international qui a conduit la création de l'organisation dénommée « Régulation de l'Audiovisuels et de la Diversité Culturelle -BRCD » qui sera officialisée à l'occasion du forum mondial des cultures, qui aura lieu à Monterrey au Mexique cette année, dont le Secrétariat est à la charge du Conseil des Audiovisuels de Catalogne, présente à cette conférence. J'encourage les membres du RIARC, les personnes individuelles et collectives africaines opérant dans le domaine des media et de la culture à s'affier à ce réseau car son objet de travail coïncide avec l'une des plus grandes difficultés que nous avons comme africains : la disponibilité des contenus locaux dans nos media nationaux et la présence ou circulation des contenus et des produits médiatiques et culturels dans les plus grands chaînes internationales en face des règles économiques du marché mondial.

Les difficultés de communication entre les instances membres du RIARC et la capacité institutionnelle de son Secrétariat Exécutif ne permettent pas encore le contact et l'échange des expériences ponctuelles souhaitées. En outre, les différences de l'objet de travail, la législation, domaines et pouvoir d'action dans chacune des instances, sous régions et groupes linguistiques m'ont fait suggérer et ce qui a été accepté dans la conférence de Maputo que la RIARC se organisait en sous régions selon la proximité et autres spécificités de façon à mieux correspondre à sa mission et à les objectifs de sa convention. Je remarque ainsi que sous le drapeau du RIARC, les régulateurs de l'Afrique Centrale et de

la Région des Grands Lacs se réunissent pour discuter les problématiques de régulation que leur concernent ; en Afrique Austral, les régulateurs des télécommunications et des media se sont associées dans une même organisation : CRASA, en réponse aux impositions de la convergence technologique et ont considéré le RIARC comme une organisation continental.

Dans la sous région de l’Afrique Occidentale, le RIARC est bien établie et la HAAC du Bénin en tant que instance qui loge le Secrétariat Exécutif est également le catalyseur de la sous région. Dans l’Afrique du Nord, la HACA du Maroc a commencé avec le travail de mobilisation des membres et de la coordination des activités du RIARC à ce niveau. Autre stratégie du RIARC que je suis en train d’encourager, c’est que chaque membre donne sa contribution, utilisant toutes les opportunités pour l’effet.

Ainsi par initiative de l’ICASA de l’Afrique du Sud, de la HACA du Maroc, le CSCS du Mozambique ont participé au débat sur les stratégies de régulation sur la problématique des programmes pour les enfants, adolescents et jeunes à l’occasion du sommet Mondial sur les enfants et les media, réalisé à Johannesburg en mars de cette année. A remarquer également que la HACA du Maroc, la TCRA de la Tanzanie et le CSCS du Mozambique ont diffusé le RIARC lors du sommet Mondial de la Société de l’Information réalisé en Tunisie. La HACA s’est enchargé de produire des matériaux écrits de divulgation avec lequel le RIARC se présente dans tant des événements. L’un des instruments de diffusion du RIARC est le répertoire publié grâce au financement de la MultiChoice-Africa, et préparé par l’ICASA de l’Afrique du Sud. Nous remercions de vive voix le Président de cette compagnie et Président honoraire du RIARC, ici parmi nous, de la disponibilité de sa compagnie de continuer à éditer cette publication.

En 2006, sous l'initiative du Conseil Supérieur de la liberté de la communication du Congo (Brazzaville) j'ai témoigné l'investiture de son président et de ses membres, l'opportunité qui a servi pour donner à connaître le rôle des organes de cette nature et du RIARC. Cela a été une occasion importante pour le RIARC étant donné que ce pays et son Chef d'Etat, Son Excellence Denis Sassou Nguesso présidait l'Union Africaine. Encore dans ce même mois de juin, j'ai visité l'Angola, invitée par le Conseil National de la Communication Sociale de ce pays. A cette occasion j'ai eu l'opportunité de constater in loco, les progrès de reconstruction en cours, en général et j'ai également pris connaissance du fonctionnement et régulation des médias, en particulier. Les rencontres que j'ai eues avec le Ministre de la Communication Sociale et avec Son Excellence _____, le Premier Ministre de l'Angola, ont eu comme effet le financement d'une partie des services d'interprétariat pour cette conférence, dans l'aide, la défense du RIARC, des instances sous régionales, régionales et internationales. Le gouvernement Angolais va mettre à la disponibilité des ressources pour la formation du réseau des pays africains parlant portugais, dans le contexte du RIARC.

Le RIARC est sur le point de célébrer son dixième anniversaire et il est impératif de faire un bilan bien circonstancié en 2008. L'Instance de régulation de la Côte D'Ivoire s'est montrée disponible à abriter ces célébrations. Avant l'arrivée de cette date, je sens que les débats et décisions que nous avons prises depuis 1998 ne sont pas convenablement systématisés pour conformer les références de nos activités. Les lemmes que nous définissons chaque biennal ne transposent pas la ligne qui doit séparer la déclaration de l'exécution. Chers Collègues, nous avons un besoin urgent d'établir un réseau d'experts qui, travaillant d'une manière plus flexible, nous aident à prendre note des questions de l'actualité et trouver des solutions aux problèmes qui se posent devant nous.

Dans cette occasion, à laquelle je me prête à laisser la présidence du Réseau à mon collègue et ami Luc TIAO, je voudrais lui dire que au-delà des perspectives qu'il nous proposera pour son mandat, pendant la Conférences des Présidents, après demain, il est important que nous continuions à nous concentrer sur les aspects suivants :

- la mobilisation de nouveaux membres ;
- l'influence pour la création des instances de régulation où elles n'existent pas encore, pour l'accomplissement des dispositions de l'Union Africaine et d'autres forums ;
- le suivi pas à pas du processus de capacitation du Secrétariat Exécutif pour qu'il puisse avoir une plus grande flexibilité et rapidité dans la distribution de l'information.

Je ne peux pas terminer mon intervention sans présenter les vœux de félicitation pour la création du nouveau réseau – REFRAMED qui, j'en suis persuadée, sera une source de synergies plus effectives dans l'abordage de la diversité culturelle, du pluralisme dans les médias, du progrès et de la paix en Afrique et dans le monde.